

Chambre des Représentants.

SESSION 1837 — 1838.

Commission des Pétitions.

FEUILLETON N° 3.

M. ÉLOY DE BURDINNE, 1^{er} rapporteur.

Numéros du feuilleton,	Numéros du livre des pétitions.
------------------------------	---------------------------------------

1.

393.

Par pétition du 24 février 1838, datée de Louvain,

Le sieur Le Prévost de Basserode adresse des observations sur le cens électoral; en outre, il fait observer que c'est le cens intellectuel plutôt que le cens fiscal qui doit donner le droit d'être électeur. — Concl. — Dépôt sur le bureau pendant la discussion sur la question électorale.

2.

395.

Par pétition du 11 mars 1838,

Des habitants de la commune de Tourpes, province du Hainaut, au nombre de 22, adressent des observations sur la question de la réforme électorale.

Les pétitionnaires demandent :

1° Que la province soit divisée en autant de districts électoraux qu'il y a de députés;

2° Que le cens électoral soit fixé de manière à ce que chaque canton soit représenté par ses électeurs, en proportion de sa population; ces propositions sont faites seulement dans le cas où la législature déciderait que la loi électorale sera révisée. — Concl. — Dépôt sur le bureau pendant la discussion de la question électorale.

3.

411.

Par pétition de la commune de Hannut,

Le conseil communal de Hannut, province de Liège, adresse des observations sur la question concernant la réforme électorale.

Il demande que la province soit divisée en autant de districts électoraux qu'il y a de députés, que le cens soit fixé de manière que toutes les localités soient représentées par un nombre d'élec-

teurs proportionné à ses populations, mais dans les limites de l'art. 47 de la Constitution.

Les administrations des communes d'Avin, de Ciplet, de Ville-en-Hesbaye, de Gras-Avernas, de Trougnée, et de Crehen, ces six communes appartenant au même canton, adhèrent à la demande du conseil communal de Hannut, sous les dates des 9, 10, 14 et 15 mars 1838. — Même conclusion.

4. 420. Par pétition du 6 mars 1838,
 Le conseil communal et un grand nombre d'habitants de la commune de Burdinne, province de Liège, adressent des observations sur la réforme électorale. Ils demandent les mêmes modifications à la loi, que le conseil communal de Hannut, en outre que les élections aient lieu dans chaque chef-lieu de canton. Ces demandes sont subordonnées à la condition que la législature décide que la loi électorale sera révisée. — Même conclusion.
5. 431. Par pétition du 8 mars 1838,
 Grand nombre d'habitants de la commune de Lamontzée, province de Liège, adressent les mêmes observations sur la loi électorale et font les mêmes demandes que la commune précitée et dans la même hypothèse. — Même conclusion.
6. 431. Par pétition du 10 mars 1838,
 Grand nombre d'habitants de la commune de Thumaide, province de Hainaut, adressent les mêmes observations et font la même demande. — Même conclusion.
7. 377. Par pétition de Gand non datée,
 Le sieur E.-H. Simoens, commis-greffier près du tribunal de première instance à Gand, demande une augmentation de salaire. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
8. 390. Par pétition du 28 février 1838.
 Les greffiers de justice de paix de l'arrondissement de Ruremonde demandent qu'il soit apporté des améliorations à leur sort. — Même conclusion.
9. 404. Par pétition du 10 mars 1838,
 Le conseil communal de la ville d'Eecloo demande le rétablissement d'un tribunal de première instance dans cette ville. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de faire un rapport sur la proposition de M. C. Rodenbach.
10. 415. Par pétition du 18 mars 1838,
 Des habitants des communes d'Oordeghem et d'Erembodeghem (Flandre orientale), demandent qu'il soit établi un tribunal de première instance à Alost. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de faire un rapport sur la proposition de M. Rodenbach.
11. 441. Par pétition du 9 mars,
 Les conseils communaux de huit communes de la Flandre

orientale demandent que la Chambre adopte le projet de loi de nouvelle circonscription de la Flandre orientale, proposé par M. C. Rodenbach. — Concl. — Renvoi à la commission saisie de la proposition de M. C. Rodenbach.

12. 424. Par pétition du 13 mars 1838,

L'administration de la commune de Flostoy, province de Namur, demande que cette commune soit distraite de la justice de paix de Ciney et de l'arrondissement de Dinant, pour être réunie au canton d'Andenne, même province. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de la circonscription cantonale et dépôt au bureau des renseignements.

13. 440. Par pétition du 17 mars 1838,

Les membres du tribunal de première instance de Turnhout demandent la suppression de la 4^{me} classe des tribunaux de première instance.

Cette pétition étant de même nature que la proposition de l'honorable M. Heptia. — Concl. — La commission vous propose de la renvoyer à la section centrale qui sera chargée de faire un rapport sur cette proposition.

14. 440 *bis*. Par pétition du 23 février 1838,

Les membres du tribunal de première instance de Louvain demandent que ledit tribunal obtienne un rang supérieur à celui dans lequel il est classé. — Même conclusion qu'à l'article précédent.

M. BEERENBROEK, 2^e rapporteur.

15. 276. Par pétition du 20 décembre 1837,

Le conseil communal et des habitants de Weswampach (Luxembourg) demandent la construction de la route de Diekirch à Stavelot. — Concl. — Renvoi au ministre des travaux publics.

16. 289. Par pétition du 7 janvier 1837.

Le sieur Van den Bossche, propriétaire, et ses co-intéressés, à Tirlemont, demandent la concession de deux embranchements au chemin de fer de l'État : le premier de Bruxelles à Louvain, par Tervueren ; le second de Bruxelles à Gand, par Alost et Melle. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

17. 389. Par pétition du 8 mars 1838,

Le sieur Vreucop, à Bastogne, adresse un mémoire en faveur de la canalisation de l'Ourthe, depuis Liège jusqu'à Stenay (France). — Concl. — Renvoi au ministre des travaux publics.

18. 1044. Par pétition du 10 novembre 1837,

Les habitants du village de Heusy, commune de Stembert

(Liège), demandent que Heusy soit érigé en commune séparée de Stembert. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

19. 1033. Par pétition sans date,
 Des habitants de Mangenbroux, hameau dépendant de Stembert (Liège), réclament contre la demande adressée au roi par les habitants du hameau de Heusy, tendante à son érection en commune séparée en y comprenant le hameau de Mangenbroux. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

20. 1033. Par pétition sans date,
 Des membres du conseil communal et quelques habitants de Stembert, adressent les mêmes réclamations à la Chambre contre la demande du hameau de Heusy. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

21. 1084. Par pétition du 12 novembre 1837,
 Les échevins, des membres du conseil communal et notables de la commune de Marche-les-Écaussines (Hainaut), réclament contre la pétition de leur bourgmestre et trois conseillers communaux qui s'opposent au projet de réunion de cette commune au canton de Soignies. — Concl. — Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion du projet de loi sur la circonscription des cantons.

22. 1077. Par pétition du 20 novembre 1836,
 Les habitants des hameaux de :
 1° Forge-Jean-Petit, Haute-Grange, Loge-Saguet, haute et basse Nemelette, Boulan, Moulin-Querteaux, L'Écaillière, Lisbonne, Petau-Pré ;
 2° Pot-au-Pré, Swarmont et la Borerie ;
 3° Vieux-Gauchy ;
 4° L'Air-d'Oiseau, Lage-Wateau, Sandron, Saut-Piqué, Forge-Philippe, ayant appartenu, ceux sous le n° 1 à la commune de Bacleux, du n° 2 à la commune de Bourbers, du n° 3 à la commune de Forgés, et du n° 4 à la commune de Selaignes, demandent que l'arrêté royal du 26 juin 1827 qui les a réunis à la commune de Chimay (Hainaut), soit rapporté. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur avec demande d'explications.

23. 989. Par pétition du 18 mai 1836,
 Cinq habitants de Stembert (Liège) réclament contre le cens exigé pour être électeur communal dans cette commune, dont la population est de 1,994 habitants; tandis qu'elle est comprise dans la catégorie des communes de 2,000 à 5,000 habitants. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

24. 1103. Par pétition du 27 novembre 1836,
 Le conseil communal de Lennick-St-Martin (Brabant) réclame contre le projet de transférer le chef-lieu du canton de cette commune à Lennick-St-Quentin. — Concl. — Dépôt au bureau

de la Chambre pendant la discussion du projet de loi sur la circonscription des cantons.

25. 425. Par pétition du 15 mars 1838,
Des habitants de Barvaux (Luxembourg) demandent l'achèvement ou la suppression des ouvrages d'art de la rivière de l'Ourthe, de Liège à Barvaux. — Concl. — Renvoi au ministre des travaux publics.
26. 1083. Par pétition sans date,
Le conseil communal de Bree (Limbourg) demande la construction de la route de Ruremonde à Beeringen. — Concl. —
— Renvoi au ministre des travaux publics.
27. 273. Par pétition du 18 décembre 1837,
Des propriétaires de Bois et Hayes (Luxembourg) demandent la construction de la route de Stavelot vers Frères. — Concl. —
Renvoi au ministre des travaux publics.
28. 328. Par pétition du 29 décembre 1837,
Le conseil communal et des habitants de Heymerskeid (Luxembourg), demandent la construction de la route de Stavelot à Diekirch. — Concl. — Renvoi au ministre des travaux publics.
29. 1331. Par pétition sans date,
Des propriétaires, industriels et négociants de la province de Namur, demandent la construction d'un embranchement de la route en fer vers Namur et la Sambre. — Concl. — Renvoi au ministre des travaux publics.
30. 379. Par pétition sans date,
La chambre des notaires de l'arrondissement de Charleroi adresse des observations en faveur du projet de loi portant des modifications à la loi du 25 ventôse an xi, sur la classification des notaires. — Concl. — Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion du projet portant des modifications à la loi sur le notariat.
31. Même pétition de plusieurs notaires du canton. — Même conclusion.
32. 1169. Par pétition du 19 décembre 1836,
Le sieur H. Boddaert, second des quatre fils de Philippe Boddaert, demande à être exempté du service de la milice, son frère aîné étant au service par remplacement. — Concl. — Renvoi au ministre des travaux publics.
33. 372. Par pétition du 4 mars 1838,
Le sieur J. Lajoie, cultivateur à St-Nicolas (Liège), demande que son fils Walter, milicien de la levée de 1835, mis à la réforme pour infirmité et incapacité de service, soit rendu à sa famille. — Concl. — Ordre du jour.

34. 1350. Par pétition du 14 mars 1838,
Le sieur M. Bertrand , à Ruy (Liège), demande le licenciement de son fils, milicien de 1833, qui de fils unique est devenu enfant unique par le décès de sa sœur. — Concl. — Ordre du jour.
35. 432. Par pétition du 21 mars 1838,
La dame veuve Serneels, à Bruges, réclame l'exemption de la milice pour son fils unique. — Concl. — Ordre du jour.
36. 396. Par pétition du 30 octobre 1837,
Le sieur Valérius, géomètre de 1^{re} classe, demande à être payé des frais d'arpentage que le gouvernement français l'a chargé d'exécuter, l'an ix de la république française, dans le département des Forêts. — Concl. — Ordre du jour.
37. 306. Par pétition du 10 janvier 1838,
La députation permanente du conseil provincial du Limbourg demande l'abrogation de l'art. 2 de la loi du 7 ventôse an xii, sur la police de roulage. — Concl. — Renvoi au ministre des travaux publics.
38. 177. Par pétition du 18 novembre 1837,
Des voituriers, aubergistes, etc., de Waterloo, demandent que le poids de chargement d'hiver soit augmenté. — Concl. — Ordre du jour.
39. 280. Par pétition sans date,
Des habitants, cultivateurs, rouliers, négociants de la ville de Lessines, demandent que la Chambre adopte une mesure qui autorise l'augmentation de la charge des voitures sur les routes. — Concl. — Ordre du jour.
40. 321. Par pétition du 14 février 1838,
La direction du poldre d'Ordam (Anvers). réclame le paiement des sommes avancées pour la construction et la réparation de la digue de Couwenstyn, par suite de la rupture de celle de Lillo. — Concl. — Renvoi au ministre des travaux publics, avec demande d'explications.
41. 321. Même pétition de la direction des poldres de Lillo, pour la construction de la digue du Zwanenweg. — Même conclusion que pour le numéro précédent.
42. 321. Même pétition de la direction des poldres de Muysbroek et Ellenhoven, pour exhaussement de la digue de St-Hertogendyk. — Même conclusion pour que le numéro précédent.
43. 406. Par pétition du 12 mars 1838,
Le conseil communal de Tessenderlo (Limbourg) demande l'achèvement de la route de Beeringen à Hasselt, et la construction d'un embranchement de Lummel à Beeringen. — Concl. — Renvoi au ministre des travaux publics.

M. DE ROO, 3^e rapporteur.

44. 252. Par pétition du 20 décembre 1837,
Des habitants de la commune de Beeringen (Limbourg) réclament le paiement de l'indemnité qui leur revient du chef des pertes qu'ils ont éprouvées par l'invasion des Hollandais en 1831. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur
45. 269. Par pétition du 27 décembre 1837,
Le sieur Em. Honoré-Verhavert, visiteur des douanes. à Péruwelz, demande le paiement de l'indemnité qui lui revient du chef des pertes qu'il a essuyées par l'agression hollandaise. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur et le dépôt au bureau des renseignements.
46. 304. Par pétition du 6 janvier 1838,
Le sieur Gérard Aerts, cultivateur à Pael (Limbourg), réclame la même indemnité. — Même conclusion.
47. 212. Par pétition du 9 décembre 1837,
Le sieur Schoovaert, à Bruxelles, demande le paiement de l'indemnité que les tribunaux lui ont allouée du chef des pillages en avril 1834. — Concl. — Ordre du jour.
48. 314. Par pétition non datée, de Cruyshautem,
L'administration communale de cette commune demande que la somme de fr. 5,541, à laquelle cette commune a été condamnée du chef de pillages commis en 1830, soit mise à la charge de l'État. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
49. 1303. Par pétition du 3 février 1837,
Quelques habitants de la commune d'Asper, demandent que le droit de patente soit augmenté et rendu uniforme pour les débitants de boissons dans le plat-pays, et que les personnes qui ne paient pas de contribution personnelle ni d'impôt local, ne puissent plus obtenir de patente pour le débit de boissons. — Concl. — Ordre du jour.
50. 1434. Même pétition de quelques habitants de Santberghen. — Même conclusion.
51. 157. Par pétition du 20 novembre 1837,
Des fabricants de cotonnettes de la ville de Lokeren demandent l'abolition d'un droit distinct de fr. 2-60 par cuve de teinture en bleu, qu'ils doivent payer indépendamment de leur patente. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
52. 261. Par pétition du 23 décembre 1837,
Des marchands détaillants de Roulers demandent la suppression du droit de patente sur les échoppes couvertes. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

53. 1101. Par pétition du 30 novembre 1836,
L'administration communale de Marilles (Brabant) réclame le paiement d'une somme de fr. 2,132-16, du chef de prestations faites à l'armée française en 1831 et non encore liquidées.
Même réclamation de la commune d'Eninnes, pour la somme de fr. 1,078-40. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.
54. 248. Par pétition non datée,
Le sieur Longis, architecte à Anvers, demande qu'il soit mis des fonds à la disposition de M. le ministre des finances pour liquider les créances arriérées de l'ancien gouvernement. — Concl. — Renvoi au bureau des renseignements.
55. 312. Par pétition du 12 février 1838,
Plusieurs habitants de la commune de Hoboken, province d'Anvers, demandent le paiement de créances arriérées du chef de prestations militaires faites à l'armée en 1831. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.
56. 355. Par pétition du 22 février 1838,
La dame veuve Van Emschodt, à Anvers, demande que la Chambre adopte le projet de loi présenté par M. le ministre de la guerre, tendant à liquider les créances arriérées de 1811 et années antérieures. — Concl. — Ordre du jour.
57. 1104. Par pétition du 30 novembre 1836,
La dame Tiberghien, née Ackermann, demande la liquidation de la créance portée sous le nom de M. F.-A. Gérard, dans le projet présenté par M. le ministre des finances pour solder l'exercice 1830, au département de la guerre pour dépenses arriérées. — Concl. — Ordre du jour.
58. 354. Par pétition datée de Woluwe-St-Étienne, le 8 février 1838.
Le sieur Hubert Ackermans, adjudicataire de la barrière n° 2. sur la route de 1^{re} classe, de Bruxelles à Liège, demande une indemnité du chef des pertes que l'établissement du chemin de fer lui a fait éprouver. — Concl. — Ordre du jour.

M. ZOUDE, 4^e rapporteur.

59. 442. Par pétition du 22 mars 1838,
Le sieur Tack, ex-intendant-militaire, major honoraire au 1^{er} régiment de chasseurs à cheval, à Malines, demande à être réintégré dans son grade d'intendant. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.
60. 1112. Par pétition du 18 novembre 1837,
Des négociants de diverses communes de l'arrondissement de Furnes, comprises dans le nouveau rayon établi par la loi du

7 juin 1832, se plaignent des difficultés qu'ils rencontrent dans leurs relations avec leurs correspondants de Furnes.

Même demande des négociants de la ville de Furnes.—Concl. — Renvoi au ministre des finances.

61. 1219. Par pétition du 20 janvier 1837,
Des brosiers de la ville de Gand demandent que les soies de pore brutes ou non ouvrées soient frappées, à la sortie du royaume, d'un droit de 50 p. % de leur valeur. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie.
62. 1140. Par pétition du 2 décembre 1836,
Le commerce de la ville d'Ath adresse des observations sur le système métrique. — Concl. — Ordre du jour.
63. 1498. Par pétition du 1^{er} mai 1837,
Des ouvriers fileurs dans les fabriques cotonnières, à Gand, demandent que la Chambre intervienne pour empêcher l'introduction et la mise en activité d'une machine pour la filature du coton, qui dispense de l'usage des bras de l'homme. — Concl. — Ordre du jour.
64. 1435. Par pétition du 20 avril 1837,
Plusieurs habitants et cultivateurs des communes d'Elsloo et Stein (Limbourg), demandent un droit de 3 francs à l'entrée des chardons à foulon, dits *de Normandie*. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie.
65. 97. Par pétition du 31 octobre 1837,
Le sieur Vandamme, fabricant de savon noir à Lokeren, demande qu'il lui soit accordé une diminution sur sa patente. — Concl. — Ordre du jour.
66. 1311. Par pétition du 6 février 1834,
Des habitants du village de Maissin, section de la commune de Villaine, renouvellent leur demande en séparation de cette commune, et de former, comme en 1830, une commune particulière. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
67. 1273. Par pétition du 30 décembre 1837,
L'administration communale de Tohogne (Luxembourg), réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir de la société dite de *Luxembourg*, le paiement de la redevance annuelle, qu'elle devait payer aux propriétaires des terrains pour exploration du minerai de fer. — Concl. — Ordre du jour.
68. 1117. Par pétition du 3 décembre 1836,
Le sieur Gilbert-Frère, à Bruxelles, demande que la Chambre prenne des mesures pour mettre un terme à la vente des bois domaniaux. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
69. 1283. Par pétition du 2 février 1837,
Le sieur Krombach, pharmacien à Diekirch, propose des

modifications à la loi de 1818. sur l'art de guérir. — Concl. —
Renvoi au ministre de l'intérieur.

70. 1351. Par pétition du 14 mars 1837,

Des marchands huiliers de l'arrondissement d'Ypres, adressent
des observations tendant à améliorer la situation des fabriques
d'huiles indigènes. — Concl. — Dépôt au bureau des renseigne-
ments.

71. 62. Par pétition du 12 septembre 1837,

La veuve De Meulemeester, habitante du Vieux-Lillo, situé
dans le poldre de la commune de Lillo, demande de pouvoir
introduire en Belgique, libre de droit, son bétail, au nombre de
quatorze pièces, tant petit que grand. — Concl. — Ordre du jour.

72. 1403. Par pétition du 17 avril 1837,

Le sieur Willin à Lavacherie, réclame contre une décision du
gouverneur de la province de Luxembourg, qui oblige son
fils au service de la milice, par suite de l'exemption accordée au
sieur Paquay. — Concl. — Ordre du jour.

73. 405. Par pétition non datée,

Le sieur Maris, ancien religieux, demande qu'il lui soit accordé
une pension ainsi qu'aux religieux qui ont négligé de faire leur
déclaration. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.